Les syndicats italiens prêts à une grève générale contre la réforme des retraites **Le Monde 3 juin 2003**

Alors que son pays présidera le Conseil de l'Union durant le second semestre 2003, Silvio Berlusconi entend réaliser un "Maastricht des retraites"

Le front des retraites n'est pas seulement chaud en France. Il l'est aussi en Italie. Le projet de loi-cadre, la *"legge delega"*, présenté par le gouvernement Berlusconi, actuellement en discussion devant le Parlement, a été bloqué par le ministre des affaires sociales, Roberto Maroni. L'objectif annoncé de faire adopter les mesures avant la fin du mois de juin est ainsi remis en question.

Plusieurs dispositions nouvelles sont, en effet, contestées par les syndicats qui ont retrouvé l'unité perdue et brandissent la menace d'une grève générale. L'arrêt (provisoire) du débat devant le Parlement marque, pour eux, une première victoire. Le gouvernement va se réunir dans les jours qui viennent pour faire le point, une difficulté supplémentaire car l'unité gouvernementale est elle-même fragile. Certains aimeraient une réforme des retraites plus profonde que celle proposée aujourd'hui.

Encore une fois, le débat s'organise autour des "retraites d'ancienneté", cette prérogative de la législation italienne qui permet de partir à la retraite avant l'âge légal - 65 ans pour les hommes et 60 pour les femmes -, une fois atteint un certain nombre d'années de contribution. Au fil des réformes, cette possibilité a été progressivement atténuée et doit pratiquement disparaître quand la réforme Dini de 1995 fonctionnera à plein régime.

Le gouvernement Berlusconi, sans augmenter directement l'âge du départ à la retraite, a pris des mesures pour inciter les salariés en fin de carrière à continuer de travailler. Plusieurs membres du gouvernement veulent aller plus loin et mettent à nouveau sur le tapis l'idée, pour décourager les Italiens décidés à bénéficier de leurs retraites d'ancienneté, d'instaurer à leur encontre une pénalité fiscale. Un dispositif dont les organisations syndicales ne veulent évidemment pas entendre parler. Ils l'avaient déjà fait savoir lors de la présentation de la loi-cadre. Face à leur détermination et à celle de l'opposition, le gouvernement avait dû écarter cette hypothèse.

Ce n'est pas la première fois que ce projet de pénalité fiscale fait son apparition dans le débat sur les retraites. En 1994, Silvio Berlusconi l'avait déjà envisagé. La colère des syndicats ne se fit pas attendre. Plus d'un million de personnes avaient défilé dans la rue, provoquant la chute du gouvernement, sept mois à peine après sa constitution. L'année suivante, la réforme Dini prévoyait uniquement la hausse progressive de l'âge de départ en retraite d'ancienneté.

A en croire les syndicats, le gouvernement tient véritablement à lancer sa réforme des retraites qui deviendrait alors la quatrième en dix ans, après les réformes Amato (1992), Dini (1995), et Prodi (1997). Ettore Combattente, secrétaire national du SPI-CGIL (retraités) considère que c'est un texte de trop : *"Contrairement à ce qui se passe actuellement en France, nous avons déjà fait ce qu'il fallait, en Italie, pour en finir avec les différences entre secteur privé et secteur public. De même, la question délicate liée à la myriade de caisses qui existaient auparavant, a été résolue, permettant une stabilisation des coûts qui nous a mis à l'abri."*

Le risque d'entraîner le pays dans le gouffre a, en effet, été écarté. Avant la réforme Dini, les prévisions les plus noires tablaient sur un coût financier des retraites de l'ordre de 20 % du produit intérieur brut (PIB) en 2000 et de 36 % en 2040... Aujourd'hui, il représente 14 %, un taux jugé acceptable. Selon Ettore Combattente, désormais, il ne s'agit plus que de continuer l'harmonisation des différents régimes et de garantir une couverture-retraite aux jeunes embauchés.

Silvio Berlusconi ne l'entend pas de la même oreille. Il vient encore de déclarer récemment que les retraites seront l'une des questions abordées au cours du second semestre 2003, alors que l'Italie assurera la présidence du Conseil européen. Le ministre des activités productives, Antonio Marzano, a ainsi ajouté que les retraites concernent tout *"un continent vieillissant"*. Le gouvernement italien a dans l'idée de réaliser un "Maastricht des retraites", afin d'orienter l'ensemble de l'Union européenne dans ce domaine.

Pour les syndicats, le projet du gouvernement est, encore une fois, un gage donné au patronat qui ne cesse de réclamer d'aller plus loin dans la réforme. C'est dans cette optique qu'est perçue la proposition de baisse - jusqu'à 5 points - des cotisations patronales sur les salaires des nouveaux embauchés. Si cette mesure était adoptée sans compensation, elle pourrait provoquer indirectement, par la diminution des recettes pour les comptes sociaux - donc l'appauvrissement des prestations versées -, une baisse du pouvoir d'achat des nouveaux retraités.

Une autre proposition est également au cœur du débat, celle visant à favoriser les retraites complémentaires, qui consisterait à mettre sur le même plan les fonds de pension privés à adhésion individuelle et les fonds de pension collectifs à la gestion desquels participent les syndicats. Une manière, selon ces derniers, de porter préjudice au principe de solidarité qui prévaut, notamment pour les salariés-retraités qui cotisent aux fonds collectifs.

Les syndicats s'opposent également au transfert - qui pourrait être rendu obligatoire par la loi - aux fonds de pension du *Trattamento di fine rapporto* (TFR), c'est-à-dire la somme que l'employeur est obligé de provisionner pour la verser au salarié à la fin de la carrière. Ils jugent que l'état de la conjoncture boursière et les spéculations potentielles sont des risques impensables à faire prendre aux retraités.

Salvatore Aloise